



## ENSEMBLE, FAISONS BARRAGE AU FRONT NATIONAL

Avec sa candidate qualifiée au second tour de l'élection présidentielle et en tête dans 47 départements, le Front national n'a jamais été aussi proche du pouvoir.

La banalisation des idées nauséabondes de l'extrême droite ne provoque plus l'effroi qui avait saisi la population française au soir du 21 avril 2002.

Pourtant, **l'histoire du FN, ses alliances internationales et ses pratiques prouvent que ce parti, qui n'est pas un parti comme les autres, est toujours profondément antidémocratique et xénophobe.**

Il constitue une menace majeure pour nos droits et nos libertés et l'accession de sa candidate Marine LE PEN à la tête de l'État serait un désastre.

Compte tenu des pouvoirs octroyés au président de la Vème République, la prise de pouvoir du Front national serait une catastrophe pour notre pays : préférence nationale et racisme d'État aggraveraient encore plus les fractures de notre société.

Les plus fragiles de nos concitoyens seraient les plus touchés. Nous ne pouvons l'envisager !

Les témoignages affluent et éclairent les diverses approches de l'extrême droite qui jongle avec la préférence nationale, la mise au ban des personnels des services publics, des représentants syndicaux, les attaques contre les institutions (la justice par exemple), la stigmatisation raciste et les attaques des populations les plus fragiles.

**Dans les communes où le FN est en responsabilité, ce parti, qui prétend parler « au nom du peuple » et des « petits », s'attaque au milieu associatif et culturel, fragilise le Service Public et n'hésite pas à exercer des pressions sur les agents municipaux...**

### Son programme est à l'opposé des objectifs et des valeurs que porte le SNU Pôle Emploi :

- ⚡ Défense de la paix, des libertés et de l'égalité des droits de chacun et chacune,
- ⚡ Transformation sociale, afin que les valeurs républicaines de Liberté, d'Égalité, de Fraternité et de Solidarité trouvent une réalité effective,
- ⚡ Lutte contre le fascisme, le racisme, le sexisme et toute autre forme de discriminations,
- ⚡ Développement de la place des femmes dans notre société,
- ⚡ Défense d'un vrai Service Public, à même de garantir une société juste, égalitaire et solidaire,
- ⚡ Défense d'une vraie répartition des richesses pour lutter contre les inégalités sociales,
- ⚡ Lutte contre toutes formes d'exploitation et plus particulièrement contre le capitalisme, le libéralisme et sa vision de la mondialisation,
- ⚡ Défense du droit du travail et des droits des travailleurs,
- ⚡ Défense du service Public de l'Emploi, ses missions et toutes et tous ses usagers



[www.snutfisu.fr/pole-emploi](http://www.snutfisu.fr/pole-emploi)

<https://www.facebook.com/snu.pole.emploi.fsu>

<https://twitter.com/SnuPoleEmploi>



## NÉCESSAIRES MOBILISATIONS

Bien que le danger ne soit pas au même degré et de même nature, le programme du second candidat, seul candidat républicain, est lui aussi porteur de graves reculs sociaux.

Dans un contexte de chômage de masse, il veut supprimer 120 000 postes dans les Services Publics qui se dégradent déjà faute de personnels. Il dit vouloir « libérer le travail », c'est-à-dire aggraver encore la précarité des salarié-es et restreindre leurs droits. Il déclare vouloir gouverner, dès cet été, par ordonnances au mépris de la démocratie. Son programme, c'est en définitive renforcer encore les politiques menées depuis plus de trente ans et qui sont responsables de la montée de l'extrême droite dans notre pays.

Lutter contre les idées d'extrême-droite implique de lutter contre les inégalités et les injustices, les politiques libérales en œuvre qui font le lit de l'extrême-droite depuis des années. Il s'agit de les combattre et de faire avancer nos revendications.

Continuer sur la voie des politiques libérales ne fera qu'aggraver le chômage et la précarité, fragiliser les Services Publics et la protection sociale, amenuiser l'égalité de toutes et tous face aux droits élémentaires, renforcer les inégalités sociales...

**Mais ne confondons pas la violence économique et l'injustice sociale sous une démocratie, fût-elle imparfaite, et sous un pouvoir autoritaire !** Dans le premier cas, on peut encore lutter, organiser des mobilisations, construire un rapport de force, voire faire reculer le pouvoir. Dans le second, c'est ce droit de contester et de résister qui sera remis en cause, avec tous les moyens de coercition de l'État et de sa police.

C'est n'avoir aucune mémoire ou oublier l'histoire que de penser qu'il pourrait y avoir une commune mesure entre ces deux situations.

*Qui demandait l'interdiction des manifestations contre la « loi travail » du gouvernement Valls ?  
Marine Le Pen !*

*Qui veut s'en prendre au droit de grève, c'est-à-dire le droit, pour ceux qui n'ont pour seule richesse que leur travail, de construire un rapport de force face au patronat...?  
Le FN !*

Au-delà du seul scrutin présidentiel, le risque est grand de voir surgir lors de la prochaine législature un groupe conséquent de député-es de droite et d'extrême droite à l'Assemblée nationale, dans une période de grande confusion politique.

**A l'issue de cette séquence électorale qui s'achèvera en juin par les élections législatives, les mobilisations seront rapidement indispensables pour défendre nos droits et en conquérir de nouveaux. MAIS D'ABORD, BARRONS LA ROUTE AU FRONT NATIONAL.**

## LE SNU POLE EMPLOI APPELLE

**TOUTES ET TOUS SES ADHÉRENTS, MILITANTS ET SYMPATHISANTS  
A VOTER MASSIVEMENT CONTRE LE FRONT NATIONAL  
AU SECOND TOUR DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE, DIMANCHE 7 MAI 2017.**

